



Assemblée générale

Distr. générale
6 décembre 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Programme de travail de l'Assemblée générale

Calendrier des séances plénières

Note du Président de l'Assemblée générale

1. On trouvera ci-après le programme de travail et le calendrier provisoires des séances plénières de l'Assemblée générale pour la période du 3 au 14 décembre 1999. Les ajouts éventuels à ce calendrier seront annoncés en plénière.

<i>Date</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>
Lundi 6 décembre matin	<ol style="list-style-type: none">1. Adoption de l'ordre du jour de la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour [8]2. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe [30]3. Multilinguisme [23]4. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires [167]
Lundi 6 décembre après-midi	<ol style="list-style-type: none">1. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [18]2. Rapports de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)
Mardi 7 décembre matin	<ol style="list-style-type: none">1. Retour ou restitution de biens culturels à leur pays d'origine [24]2. Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies [101 a)] : suite donnée au Sommet mondial pour les enfants3. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine [31]4. Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale [20] : décision sur les projets de résolution

<i>Date</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>
	5. La situation en Amérique centrale : processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement [47] : décision sur le projet de résolution
Mercredi 8 décembre matin	Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique [46]
Jeudi 9 décembre matin	<ol style="list-style-type: none"> 1. Déclaration de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des États-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste [54] 2. L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales [55] 3. Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression irakienne contre le Koweït [56] 4. Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies [57] 5. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement [58] 6. Incidences mondiales du problème informatique posé par le passage à l'an 2000 [45] 7. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de coopération économique [28]
Vendredi 10 décembre matin	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dialogue entre les civilisations [34] 2. Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre [20 f) et 50]
Lundi 13 décembre matin	La situation en Bosnie-Herzégovine [42]
Mardi 14 décembre matin	Consultations officieuses en plénière ouvertes à tous sur le point 49 b) de l'ordre du jour : (L'Assemblée du millénaire)

2. L'inscription sur la liste des orateurs, pour les points dont la liste est donnée dans le présent document, est ouverte. À cette fin, appeler le 963-5063.

3. Il est rappelé aux représentants qu'ils doivent soumettre leurs projets de résolution suffisamment à l'avance, afin que les États Membres disposent de délais appropriés pour les examiner et, dans le cas où ces projets de résolution auraient des incidences sur le budget-programme, afin que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission aient le temps d'examiner ces incidences avant que l'Assemblée générale ne prenne une décision sur les projets de résolution.